

PLAN GENERAL DE COORDINATION
En Matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
NIVEAU : 2 Bâtiment
Création d'une légumerie et d'une plateforme de
distribution dans un bâtiment existant

Adresse des travaux

Ancien Super U

65700 MAUBOURGUET

Date : 05/04/2018
Nos références : 2018032
Vos références :

Maître d'ouvrage :

Communauté de Communes Adour Madiran

22, place du Corps Franc Pommiès

65500 VIC EN BIGORRE

Maître d'œuvre :

Atelier d'Architecture Bernard MALE

Hôtel Tertiaire d'Entreprises

33, Place du Corps Franc Pommiès

65500 VIC EN BIGORRE

Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection est un document appelé à évoluer.
A chaque mise à jour, chaque intervenant doit intégrer les adaptations proposées

Indice	Date	Observations	Pages concernées
01	05/04/2018	PGC Initial	
02			
03			
04			
05			

Etabli conformément aux articles R.4532-42 à R.4532-55 du code du travail (mise à jour du 1^{er} Mai 2008)

PREAMBULE

La loi N° 93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil a instauré l'obligation d'une coordination de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers où plusieurs entreprises sont appelées à intervenir. La coordination intervient tant en phase de conception que de réalisation de l'ouvrage. La présence du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants conformément à l'article L.4532-6 du code du travail.

L'article L.4532-8 du code du travail (mise à jour du 1^{er} Mai 2008) prévoit l'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S). Il est une obligation faite au Maître d'Ouvrage.

Le P.G.C.S.P.S définit l'ensemble des mesures générales propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants.

Les éléments contenus dans le plan général de coordination ont force de donnée de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan général de coordination pour établir leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

LE PLAN GENERAL DE COORDINATION SERA COMPLETE ET ADAPTE PAR LE COORDONNATEUR EN FONCTION DE L'EVOLUTION DU CHANTIER

En application de la loi énoncée ci avant et de décret n°94 1159 du 26/12/1994, chaque entrepreneur sous traitant et travailleurs indépendant intervenant sur le chantier sont tenus d'élaborer un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) et de diffuser aux organismes mentionnés à l'article R.4532-70.

Textes applicables :

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

CODE DU TRAVAIL (mis à jour le 1^{er} Mai 2008)

- Du décret 92-158 du 20/02/92 (site occupé)
- De la loi 93-1418 du 31/12/93, Décret 94-1159 du 26/12/94
- Du décret 2003-68 du 24 Janvier 2003 et arrêté du 25 Février 2003 - risques particuliers
- Du décret 68-48 du 8/01/1965 modifié par les décrets n° 95-608 du 6/05/1995 et 2004-924 du 01/09/2004.
- Décret n° 2005-746 du 4 juillet 2005 relatif aux prescriptions de sécurité et de santé applicable en cas d'exposition des travailleurs aux risques dus aux vibrations mécaniques et modifiant le code du travail

NOUVEAU DECRET 2003-68 : Du 24 Janvier 2003 et arrêté du 25 Février 2003 (article L.4532-8 du Code du travail) concernant la liste des travaux à risques particuliers, et prévention du risque chimique - Agents CMR (concerne les résines).

LA REFORME DE LA MEDECINE DU TRAVAIL : Le décret n° 2004-790 du 28 juillet 2004 et la circulaire DRT n° 3 du 7 avril 2005.

AMIANTE : Décret n° 96-1132 du 24 décembre 2005.

Cette opération est de catégorie 2, selon les textes réglementaires susvisés.

SOMMAIRE

I	Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable
1	PRÉSENTATION SOMMAIRE DU PROJET
	<ul style="list-style-type: none"> A Présentation B Situation C Calendrier prévisionnel des travaux D Phasage de l'opération E Mode de consultation, de passation et types de marches F Classement du chantier
2	PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS
	<ul style="list-style-type: none"> A Intervenants sur le chantier (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur) B Intervenants sur le chantier (bureau de contrôle) C Intervenants sur le chantier (services) D Services de secours
3	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES
	<ul style="list-style-type: none"> A Sous la responsabilité du maître d'ouvrage B Sous la responsabilité des entreprises
4	MOYENS ET AUTORITES DU COORDONNATEURS SPS
II	Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S
1	DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES
	<ul style="list-style-type: none"> A Les réseaux enterrés B Les réseaux aériens C Les bâtiments environnants D Les voies de circulation E Les conditions climatiques
2	CONTRAINTES D'EXECUTIONS DU PROJET
	<ul style="list-style-type: none"> A Nature du sol B Les travaux en tranchés C Fondations D Reprise en sous œuvre E Terrassement éventuel à l'explosif F Busage G Transformateurs H Risques produits particuliers I Risques spécifiques
3	ACCES AU CHANTIER
	<ul style="list-style-type: none"> A Véhicules poids lourds B Véhicules légers C Accès au chantier
4	SIGNALISATION DE CHANTIER
5	ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER
	<ul style="list-style-type: none"> A Installation du chantier B Logistique de chantier C Chargé de sécurité D Travaux de nuit E Clôture du chantier F Observations diverses
III	Les mesures de coordination prises par le coordinateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent
1	LES VOIES DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES
	<ul style="list-style-type: none"> A Les circulations horizontales B Les circulations verticales

2	LES MANUTENTIONS MANUELLES	
	A Les conditions de manutentions des différents matériaux et matériels	
	B La démarche prévention	
	C Autorisation de conduites des engins	
	D Vérification périodique du matériel	
3	EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS (EPI)	
4	LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES	
	A Délimitations des différentes zones	
	B Stockage des solides en vrac	
	C Stockage des liquides	
	D Stockage du gaz	
	F Stockage	
5	LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATIONS OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRE	
6	L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE	
	A Généralités	
	B Sujétions liées aux protections collectives	
	C Les accès provisoires	
	D Installations électriques générales	
	E Travail en hauteur	
	F Protections collectives par corps d'état	
7	LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	
8	SUJETIONS LIEES A LA PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES	
	A Dispositions communes	
	B Les bruits	
	C Risques d'explosions / Intoxications	
	D Protection des risques de tétanos	
	E Protection contre les maladies CMR	
IV	Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou a proximité duquel est implanté le chantier	
	A Transport sur la voie publique	
	B Nettoyage et remise en état de la voie publique	
	C Sortie de chantier	
V	Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité	
1	VISITEURS OCCASIONNELS DU CHANTIER	
2	MANŒUVRE D'ENGINS DE CHANTIER ET VEHICULES	
3	REGLES GENERALES DE CIRCULATION SUR LE CHANTIER	
4	NETTOYAGE DU CHANTIER	
VI	Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	
1	AFFICHAGE DES NUMEROS D'URGENCE	
2	SECOURISME ET PREMIERS SECOURS	
3	ORGANISATION DES SECOURS	
4	RISQUES INCENDIES	
VII	Les Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	
1	ENTREPRISES CONCERNEES	
2	INSPECTIONS COMMUNES	
3	CONTENU DU PPSPS	
4	DIFFUSION DU PPSPS	
5	EVOLUTION DU PPSPS	
6	SOUS TRAITANT	
7	EMPLOI DU PERSONNEL INTERIMAIRE	

8	ACCIDENT DU TRAVAIL	
9	TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	
10	DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEUR SUR L'OUVRAGE (DIUO)	
11	REGISTRE JOURNAL	
VIII	Annexe au PGC	
1	LISTE DES ENTREPRISES	
2	FICHES MEMO-PRATIQUE DE L'OPPBTP : (disponibles sur demande)	

I Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

1 PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET

A - PRESENTATION :

Le présent marché concerne **l'aménagement d'une légumerie et d'une plate-forme de distribution dans un bâtiment existant à Maubourguet**

B - SITUATION :

Les travaux sont situés sur la commune de : Maubourguet

C - CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX EN REALISATION :

Les travaux se dérouleront dans un délai de 6 mois.

Les travaux devraient commencer (prévision) : 01/06/2018

D - PHASAGE DE L'OPERATION :

Les travaux se dérouleront en 1 phase, en Entreprise séparée et en 11 lots.

Lot	Corps d'état
1	GROS ŒUVRE
2	CHARPENTE ET BARDAGE METALLIQUE
3	SERRURERIE
4	MENUISERIES ALUMINIUM
5	MENUISERIES BOIS
6	CLOISONS SECHES - PLAFONDS SUSPENDUS
7	CLOISONS ISOTHERMES - CHAMBRES FROIDES
8	RETELEMENTS SCÉLLES
9	PLOMBERIE - SANITAIRE - RAFRAICHISSEMENT - VENTILATION
10	ELECTRICITE COURANTS FORTS/FAIBLES
11	PEINTURE

L'entreprise mandataire du Lot 1 - GROS ŒUVRE sera l'entreprise principale du chantier et à ce titre elle aura en charge le suivi et la bonne tenue du chantier (même lorsqu'elle ne sera plus présente sur le chantier).

E - MODE DE CONSULTATION, DE PASSATION ET TYPE DE MARCHES :

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Types de marchés
Appel d'offre	Entreprise séparée	Public

F - CLASSEMENT DU CHANTIER

Le Maître d'ouvrage a classé le chantier en catégorie 2

Avec ce classement en niveau 2, il sera demandé aux entreprises de participer à des Inspections Communes et de remettre un PPSPS en fonction des informations fournies lors de l'Inspection Commune et des celles présentées sur ce PGC.

De plus chaque sous traitant de l'entreprise mandatées pour ces travaux devra participer à une Inspection Commune et remettre un PPSPS avant son arrivée sur le chantier.

2 PRESENTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS

A - Intervenants sur le chantier (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvres, Coordonnateur S.P.S)

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
<u>Maître d'ouvrage</u>			
Communauté de Communes Adour Madiran	22 place du Corps Franc Pommiès 65500 VIC EN BIGORRE	☎ 05 62 31 68 84 ✉ @ jerome.ganiot@adour-madiran.fr	Monsieur Le Président Monsieur GANIOT Jérôme
<u>Maître d'œuvre</u> Atelier d'Architecture Bernard MALE	Hôtel Tertiaire d'Entreprises 33, Place du Corps Franc Pommiès 65500 VIC EN BIGORRE	☎ 05 62 96 43 44 ✉ 05 62 96 90 90 @ bernard_male@yahoo.fr	Monsieur MALE Bernard
<u>Coordonnateur en conception et réalisation</u>			
SUD OUEST COORDINATION & SPS	59 Rue du 11 Novembre 65300 LANNEMEZAN Exerçant une mission de Niveau 2	☎ 09 50 70 28 65 ✉ 09 55 70 28 65 @ sudouestcoordinationetsps@gmail.com	Monsieur OUVRARD Frédéric Madame PIRES Carine

B - Intervenants sur le chantier (Maîtrise de chantiers, contrôle, etc...).

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
<u>Bureau de contrôle :</u> SOCOTEC TARBES	72, rue Maréchal Foch 65000 TARBES	☎ 05 62 93 51 80 ✉ 05 62 93 28 45 @ gregory.loubet@socotec.fr	Monsieur LOUBET Grégory

C - Intervenants sur le chantier (services)

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
CARSAT 65	27, rue du 4 Septembre 65021 TARBES Cedex 9	☎ 0821 10 31 31 ✉ @	
Gendarmerie de MAUBOURGUET	Rue du Pont du Chemin de fer 65700 MAUBOURGUET	☎ 05 62 96 30 07 ✉ @	
Gendarmerie Nationale		☎ 17 ✉ @	
Inspection du travail 65	1 ^{ère} Section Cité	☎ 05 62 33 18 20	

	Administrative Reffye BP 1729 65017 TARBES	☎ 05 62 33 18 30 @	
OPPBTP Toulouse	Les bureaux de la Cépière- Bat C 3, chemin du Pigeonnier de la Cépière 31081 TOULOUSE cedex	☎ 05 61 44 52 62 ☎ 05 61 76 13 27 @	

D - Services de secours

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
Hôpital de Tarbes	Boulevard de Lattre de Tassigny BP 1330 65013 TARBES cedex 9	☎ 05 62 51 51 51 @	
Pompiers		☎ 18 @	
SAMU		☎ 15 @	

E - Services extérieurs et concessionnaires

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
EDF 65 Sécurité Dépannage	5, rue Alsace Lorraine 65000 TARBES	☎ 0 810 33 33 64 @	
GDF 65 Sécurité Dépannage		☎ 0 810 433 065 @	

3 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

A - Sous la responsabilité du maître d'ouvrage

1 - Déclaration préalable (L.4532-1 du code du travail)

La déclaration préalable sera faite par le maître d'ouvrage à l'inspection du Travail, à la C.R.A.M et à l'O.P.P.B.T.P.
Observation : la déclaration préalable est faite par le Maître d'ouvrage à l'envoi de la demande de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux s'il n'y a pas de permis de construire.

➔ **Faite le 10 Novembre 2017**

2- Permis de construire

Permis de construire déposé, avec avis favorable de la commission de Sécurité.

B - Sous la responsabilité des entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux :

D.I.C.T : à demander en phase de préparation de chantier par l'entrepreneur concerné à l'ensemble des concessionnaires suivant le formulaire type CERFA n°90.01.89 conformément au décret n°91.1147 du 14 octobre 1991. => **Les copies de tous les DICT ainsi que de toutes les réponses des organismes consultés seront remises au Coordonnateur SPS.**

II Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S

1- DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE SES SERVITUDES

A - Les réseaux enterrés

Présence d'un réseau enterré de type : Selon DICT

B - Les réseaux aériens

Présence d'un réseau aérien de type : Selon DICT

C - Les bâtiments environnants

Présence de bâtiments environnants de type : **Batiment industriel en partie occupé.**

D - Les voies de circulation

Toutes les voies de circulation menant aux chantiers seront ouvertes à la circulation ce qui implique :

- Circulation de véhicules à proximité
- Circulation des piétons à proximité du chantier
- Mise en place et entretien d'une signalisation spécifique,
- Risque de co-activités avec les différents chantiers ou opérations pouvant se dérouler à proximité pendant la même période.

E - Les conditions climatiques

1- Neige Région : A2

2 - Vent Région : 2

3 -Altitude : 200

(à partir du D.T.U P06.002)

Une entreprise occupe actuellement les deux travées Sud de cet espace, l'aménagement projeté concerne les trois travées Nord. Une surface laissée vacante séparera l'entreprise actuellement dans les locaux et l'aménagement projeté.

2 - CONTRAINTES D'EXECUTION DU PROJET

Les travaux seront réalisés sur un secteur présentant des risques particuliers liés à l'environnement (proximité d'un site en activité (les deux travées Sud du bâtiment sont occupées), route ouverte à la circulation).

Il sera donc nécessaire d'avoir une prise en compte générale et complète des risques suivants :

- ⇒ Travaux à proximité d'un site occupé (Une entreprise occupe actuellement les deux travées Sud de cet espace, l'aménagement projeté concerne les trois travées Nord. Une surface laissée vacante séparera l'entreprise actuellement dans les locaux et l'aménagement projeté).
- ⇒ Présence de piétons à proximité des zones de chantier et de travaux.
- ⇒ Circulation de piétons sur les bordures de la route.
- ⇒ Travaux à proximité d'habitations (nuisances provenant des bruits et/ou des poussières).

- ⇒ Chutes des salariés de la zone des travaux (risques spécifiques des travaux en hauteur).
- ⇒ Chutes d'outils, de matériel, de gravats ou de déchets.
- ⇒ Dégradation des ouvrages se trouvant autour de la zone de travaux
- ⇒ Maintien des accès aux propriétés privées se trouvant autour de la zone des travaux
- ⇒ Projections diverses ou chutes de matériaux, de gravats ou de déchets sur les installations existantes (à l'intérieur des bâtiments, bâtiment, voies de circulation etc....) → L'ensemble des équipements des zones touchées par les travaux devront protégés de la chute de matériaux.

Tous ces points seront clairement identifiés et toutes les mesures de sécurisation mises en œuvre seront parfaitement expliquées dans le PPSPS.

3 - ACCES AU CHANTIER

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier, notamment au raccordement avec les voies publiques.

Le chantier sera réalisé à proximité de voies sous circulation, il sera alors nécessaire de mettre en place une signalisation adaptée.

Le chantier sera réalisé à proximité d'un site en activité, il sera alors nécessaire de mettre en place des barrières de séparation.

A - Véhicule poids lourds

Par les itinéraires autorisés (code de la route) et arrêtés municipaux pris pour le chantier.

Aucune surcharge de chargement ne sera acceptée

Les entreprises prendront toutes mesures nécessaires, tant auprès des autorités locales, des concessionnaires que des usagers, visant à assurer que leurs travaux (y compris rotation des bennes à déchets) n'induisent pas de perturbations sur les trafics routiers, piétons ou cyclistes.

B - Véhicules légers professionnels ou non

Dans l'entreprise de la zone des cantonnements. L'accès au chantier sera réglementé suivant les arrêtés pris pour la circonstance.

Un plan de stationnement spécifique au chantier sera établi et devra être respecté par tous les véhicules du chantier (zone de stationnement à proximité du cantonnement avec les véhicules stationnés en marche arrière).

Aucun véhicule léger ne sera autorisé à stationner dans la zone Chantier.

C- Accès au chantier

- a) Le plan d'installation de chantier général sera établi par le **Lot 1 - GROS ŒUVRE** et remis au Maître d'œuvre pendant la période de préparation en concertation avec le coordonnateur S.P.S. Ces installations seront conformes à la législation en vigueur (voir décret du 8/01/65) modifié le 06/05/95 et conditions générales du C.C.T.P.
- b) L'accès au chantier étant limité pour une seule voie, il sera fait une visite du chantier, dès l'O.S. et avant toutes installations, avec les Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et Coordonnateur S.P.S en relation avec les utilisateurs.
- c) Cette installation permettra un maximum de manutention mécanisée sur palettes ou containers et les baraquements près de l'entrée éviteront trop de cheminements piétons.
- d) Le plan d'installation et de circulation sera à la charge du **Lot 1 - GROS ŒUVRE**. Il sera fourni avant toute intervention. Le chantier sera totalement clôturé avec des palissades en treillis soudé, aux normes en vigueur.
- e) Il ne sera admis aucun stationnement de véhicules légers ou lourds sur l'accès au chantier pour permettre au véhicule de secours d'intervenir
- f) La mise en place, la gestion et le suivi de la signalisation du chantier sera faite, pendant toute la durée des travaux par et à la charge du **Lot 1 - GROS ŒUVRE**.
- g) Afin de permettre une circulation correcte des engins sur les voies de circulation du chantier, le **Lot 1 - GROS ŒUVRE** auront en charge l'entretien et le nettoyage des voies de circulation afin d'éviter les excès de boue et d'eau, lors des phases humides et les excès de poussière lors des périodes sèches.
- h) **Éléments importants à prendre en compte :**
 - Site en activité à proximité.
 - Circulation à proximité avec présence éventuelle de piétons
 - Possibilité de proximité d'autres chantiers sur la zone
 - Voies de circulations publiques

4- SIGNALISATION DE CHANTIER

Un plan de signalisation sera réalisé par le **Lot 1- GROS ŒUVRE** il reprendra les informations fournies par la maîtrise d'œuvre, et les arrêtés de circulation pris par les organismes officiels et permettra un repérage précis des emplacements et des types de panneaux installés pour le chantier (le plan de signalisation sera évolutif en fonction de l'avancement des travaux, par contre il devra impérativement représenté les emplacements des panneaux (avec indication des distances admissibles) devant et derrière la zone de travail) de plus il indiquera les emplacements et les dispositifs de protections (barrières, séparateurs modulaires en béton et/ou en plastique lestables) mis en place pour isoler le chantier de la circulation (protection collective du personnel).

Il sera réalisé en prenant en compte les contraintes locales provenant des travaux en cours ou prévus dans l'environnement proche du chantier (une entente avec les responsables des autres chantiers présents à proximité sera impérative).

Ce plan de signalisation devra impérativement être approuvé par le Responsable Local de la Gestion des Routes.

Un exemplaire de ce plan de circulation et chaque édition mise à jour seront annexés au Registre Journal de Coordination.

La signalisation temporaire (verticale ou horizontale) et les dispositifs de protections (lourds et légers) seront fournis installés, en début de chantier, surveillés et entretenus en parfait état et si besoin déplacée, pendant toute la durée du chantier et déposée en fin de chantier, par le **Lot 1 - GROS ŒUVRE**.

Toute entreprise titulaire d'un marché de travaux, sera obligée de mettre en œuvre les plans de signalisations et des dispositifs de protections harmonisés par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Pour toutes modifications des signalisations temporaires, (ripage, déplacements, ajout de panneaux ou séparateurs, etc...) l'entreprise titulaire d'un marché de travaux devra avertir le Maître d'Oeuvre 24 h à l'avance et obtenir son accord formel sur les modifications de signalisation sollicitées (périodes d'exécution, modes d'accès aux zones de travaux et protections envisagées, etc...).

Chaque entreprise prendra toutes les précautions nécessaires pour qu'aucun apport de corps étranger ou de boue ne puisse être apporté sur les chaussées de toutes les voiries empruntées, pendant la durée des travaux. Si tel était le cas, le chantier serait immédiatement arrêté jusqu'à ce que des mesures efficaces soient prises pour que de tels faits ne se reproduisent, l'entreprise ayant en plus à sa charge le nettoyage de toutes les voiries concernées.

Aucun engin à chenilles métalliques ne sera autorisé à circuler sur les voies publiques.

5- ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

A - Installation de chantier

Le plan type de chaque installation de chantier mentionnera entre autre :

- ✓ L'implantation et la composition de l'installation,
- ✓ L'implantation des zones de stockage, de matériels et matériaux,
- ✓ l'organisation de la circulation pour desservir ces installations de chantiers,
- ✓ les bureaux des entreprises,
- ✓ les structures d'accueil des salariés,
- ✓ l'organisation de la circulation à l'intérieur de l'installation de chantier.

Les blocs réfectoires seront munis de l'équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'au lavage de la vaisselle.

L'ensemble des installations devra être pourvu d'un moyen de chauffage et être nettoyé quotidiennement.

Des extincteurs adaptés seront mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant dans chaque installation.

En cas de présence des salariées féminines, des sanitaires et des vestiaires spécifiques seront installés sur le chantier.

Les dimensions et équipements des installations seront déterminés en fonction des besoins réels des entreprises et en respect des prescriptions du titre 13 du décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 :

- | | |
|---------------|--------------------|
| ✓ vestiaires | 0,8 m2/salarié |
| ✓ réfectoires | 1,5 m2/salarié |
| ✓ WC | 1 pour 20 salariés |
| ✓ urinoirs | 1 pour 20 salariés |
| ✓ lavabos | 1 pour 5 salariés |
| ✓ douches | 1 pour 10 salariés |

L'ensemble de ces installations sera à la charge du **Lot 1 - GROS ŒUVRE** qui, en plus, devra faire évoluer les équipements en fonction du chantier (les installations devront impérativement être toujours dimensionnées en fonction du nombre de salariés présents sur le chantier).

B - Logistique de chantier

Voir le paragraphe III- 4 en ce qui concerne le traitement et l'évacuation des déchets.

NATURE DES DEPENSES	EXECUTE PAR	ENTRETIEN A LA CHARGE DE
■ Fourniture et installation de la clôture et du portail de chantier ainsi que d'un Plan d'Installation de Chantier (PIC).	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Voiries et chaussées de chantier, plateformes horizontales (nettoyage, entretien et remise en état)	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Panneau de chantier (à mettre en place pendant le 1 ^{er} mois de chantier)	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Réalisation d'un balisage et d'une signalétique spécifique au chantier	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Branchement électrique du cantonnement et du chantier. Alimentation électrique à raccorder sur le réseau public	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Branchements du cantonnement en eau et en électricité et réalisation des évacuations. Alimentation d'eau à raccorder sur le réseau public	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Distribution d'électricité dans cantonnement, dans installations de chantier (locaux entreprises et stockage) et sur le chantier (prévoir des coffrets de prises protégées par différentiel tous les 25 m) (l'installation électrique sera contrôlée annuellement par un organisme agréé)	Lot 10 - ELECTRICITE COURANTS FORTS/FAIBLES	Lot 10 - ELECTRICITE COURANTS FORTS/FAIBLES
■ Eclairage des voies de circulation du chantier et des aires communes	Lot 10 - ELECTRICITE COURANTS FORTS/FAIBLES	Lot 10 - ELECTRICITE COURANTS FORTS/FAIBLES
■ Distribution d'eau dans le cantonnement, dans les installations de chantier (locaux entreprises et stockage) et sur le chantier	Lot 9 - PLOMBERIE - SANITAIRE - RAFRAICHISSEME NT - VENTILATION	Lot 9 - PLOMBERIE - SANITAIRE - RAFRAICHISSEME NT - VENTILATION
■ Evacuation E.U et E.V en limite de propriété	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Evacuation des Eaux Pluviales des voiries et des plateformes	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Evacuation des Eaux Pluviales du chantier et des installations de chantier	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Mise à disposition du bureau de chantier et d'une	Lot 1 -	Lot 1 -

salle de réunion (les deux étant climatisés)	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
■ Mise à disposition des bâtiments du cantonnement (sera adapté en quantité selon l'évolution du chantier, la qualité des bâtiments sera irréprochable)	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Equipement du bureau et salle de réunion (tables et chaises : 10 à 15 personnes)	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Installations communes d'hygiène et sécurité suivant l'évolution du planning. Le lot complètera l'équipement nécessaire aux besoins (Toilettes, évier, cuisine, chauffe-plats, frigo) Branchement général électrique. (l'installation électrique sera contrôlée annuellement par un organisme agréé)	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Benne de chantier pour tri sélectif.	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Enlèvement et évacuation en décharges des benne de chantier (y compris frais de décharge)	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Nettoyage du cantonnement (au minimum une fois par semaine)	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Nettoyage du chantier 1 fois par semaine + nettoyage 1 fois en fin de mois	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
■ Fourniture, installation et entretien des dispositifs de sécurité communs sur le chantier : protections des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies, des gaines, des balcons, des terrasses, des toitures etc...	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Fourniture, installation et entretien des escaliers ou autre moyens permettant les accès aux étages, aux terrasses et à la couverture des bâtiments jusqu'au montage des moyens définitifs d'accès (les moyens mis en œuvre seront adaptés à la circulation et au trafic (largeur et dimension) et seront parfaitement sécurisés).	Lot 1 - GROS ŒUVRE	Lot 1 - GROS ŒUVRE
■ Eclairage des postes de travail	Chaque Entreprises ayant le besoin	Chaque Entreprises ayant le besoin

<p>NOTA : Conformément au C.C.T.P</p> <p>Le compte prorata, il sera sous la responsabilité et à la charge de</p> <p>La remise en état des abords du chantier à la fin des travaux sera à la charge de</p> <p>La remise en état des installations mises à disposition par le Maître d'ouvrage à la fin des travaux sera à la charge de</p> <p>L'entretien des voies provisoires, définitives et des clôtures du chantier</p>		<p>Lot 1 - GROS ŒUVRE</p> <p>Lot 1 - GROS ŒUVRE</p> <p>Lot 1 - GROS ŒUVRE</p> <p>Lot 1 -</p>
--	--	--

seront à la charge de	GROS ŒUVRE
La réalisation, la mise en place, l'entretien et la dépose du panneau de chantier seront à la charge de	Lot 1 - GROS ŒUVRE

**NOTA : Dépenses affectées au compte Prorata
(conformément au C.C.T.P)**

Les dépenses de consommation en eau et en électricité (selon indication des compteurs installés)
 Les dépenses d'exploitation : nettoyage du bureau et des installations communes d'hygiène, le nettoyage des accès principaux au chantier (définis sur le plan d'installation de chantier), nettoyage du chantier, frais d'enlèvement et d'élimination des déchets.
 Les frais divers de gestion dus à la mise à disposition de l'ensemble du dossier marché et en particulier des plans d'exécution des ouvrages

Le logement du personnel est interdit dans l'entreprise du chantier.

INSTALLATIONS ELECTRIQUE ET EN EAU DU CHANTIER ET DES INSTALLATIONS DE CHANTIER :

Le **Lot 1 - GROS ŒUVRE** doit

- L'installation en eau et en électricité du cantonnement et des installations de chantier (locaux des entreprises, atelier et aires de stockage).
- L'installation d'éclairage des voies de circulation et des plateformes chantier et base vie.
- L'alimentation électrique et l'alimentation en eau (branchement et comptage) nécessaires aux besoins du chantier.
- **L'obligation de maintenance et de contrôle du bon état du fonctionnement et de sécurité des installations électriques et de distribution d'eau sur le cantonnement pendant toute la durée des travaux**
- Les contrôles réglementaires des installations électriques du chantier qui seront à faire tous les 12 mois (une première fois lors de la mise en service de l'installation électrique du chantier puis tous les 12 mois), ces contrôles réglementaires seront faits par un organisme agréé et une copie du rapport sera remise au Coordonnateur SPS

Le **Lot 10 - ELECTRICITE COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES** doit

- Toute la distribution électriques sur le chantier ainsi que tous les tableaux et armoires électriques de distribution (vu la longueur du chantier, il sera prévu des tableaux de prises, homologuées, distants maximum de 25m, cette installation sera répétée à chaque niveau et autant de fois que nécessaire).
- L'éclairage normal (intérieur et extérieur) du chantier.
- Les éclairages secours du chantier.
- **L'obligation de maintenance et de contrôle du bon état du fonctionnement et de sécurité des installations électriques et de distribution d'eau sur le chantier pendant toute la durée des travaux**
- Les contrôles réglementaires des installations électriques du chantier qui seront à faire tous les 12 mois (une première fois lors de la mise en service de l'installation électrique du chantier puis tous les 12 mois), ces contrôles

réglementaires seront faits par un organisme agréé et une copie du rapport sera remise au Coordonnateur SPS

Le Lot 9 - PLOMBERIE - SANITAIRE - RAFRAICHISSEMENT - VENTILATION doit

- Toute la distribution d'eau sur le chantier (vu la longueur du chantier, il sera prévu des points d'eau, distants maximum de 25m, cette installation sera répétée à chaque niveau et autant de fois que nécessaire).
- **L'obligation de maintenance et de contrôle du bon état du fonctionnement et de sécurité des installations de distribution d'eau sur le chantier pendant toute la durée des travaux**

C - Chargé de sécurité

Avant le début des travaux et pendant toute leur durée, chaque entreprise titulaires d'un marché de travaux devront faire connaître nominativement au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, un « **chargé de sécurité et de signalisation** », personne responsable du maintien permanent en place et en parfait état des équipements de protection collective, des dispositifs réglant la circulation sur le chantier, du port des équipements de protection individuelle et du respect des règles générales et particulières de circulation sur le chantier, par tous les intervenants de son marché (titulaire, co-traitants, sous-traitants, locataires, prestataires de services, fournisseurs compris).

Le « chargé de sécurité et de signalisation », personnel de l'entreprise, devra pouvoir être contacté pendant toute la durée des travaux, de jour comme de nuit, ainsi que les week-ends, jours fériés et chômés.

D - Travaux de nuit

Dans la mesure du possible et jusqu'à nouvel ordre, aucune entreprise n'est autorisée à travailler la nuit.

E - Clôture du chantier

L'ensemble du site est non clôturé.

Une clôture avec portail sera installée autour du chantier ainsi qu'en séparation avec la partie du bâtiment occupée et elle respectera les recommandations données dans le CCTP, l'installation et la gestion de cette clôture sera faite sous la responsabilité du **Lot 1 - GROS ŒUVRE**.

Aucun gardiennage n'est prévu sur le chantier.

Le **Lot 1 -GROS ŒUVRE** assurera, tous les soirs, la fermeture du chantier. Cette disposition pourrait être revue par le Coordonnateur en fonction des horaires de travail des entreprises.

D'une façon générale, il est demandé aux entreprises de fermer le chantier lors de chaque entrée ou sortie du chantier.

Chaque entreprise sera responsable de ses matériels et matériaux.

Le chantier ne sera desservi que par l'accès créé spécialement.

Aucun entrepôt ou stationnement ne seront tolérés sur la voirie et en dehors des zones prévues à cet effet.

L'accès unique sera complété par l'affichage réglementaire :

- => « **ATTENTION CHANTIER** »
- => « **PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE** »
- => « **ACCES INTERDIT AU PUBLIC** »

F - Observations diverses

Les entreprises prendront toutes les précautions nécessaires pour qu'aucun apport de corps étranger ou de boue ne puisse être apporté sur les chaussées de toutes les voiries empruntées, pendant la

durée des travaux. Si tel était le cas, le chantier serait immédiatement arrêté jusqu'à ce que des mesures efficaces soient prises pour que de tels faits ne se reproduisent, l'entreprise ayant en plus à sa charge le nettoyage de toutes les voiries concernées (en cas de manquements à cette obligation, constaté par lui ou par le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre se réserve le droit de faire réaliser le nettoyage par une entreprise autre que celle titulaire du marché, les frais engagés seront à la charge de l'entreprise titulaire du marché).

LE CHANTIER DEVRA ÊTRE EN PERMANENCE PROPRE ET PARFAITEMENT RANGE

III Les mesures de coordination prises par le coordinateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent

Les préconisations concernant le chantier doivent être réalisées en prenant en compte les différents CCTP et documents réalisés par l'équipe de Maitrise d'œuvre

1- LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT HORIZONTALES OU VERTICALES

A - Les circulations horizontales

Les voies d'accès au chantier seront définies sur le plan d'installation de chantier. Un balisage sera mis en place pour le chantier.

Les zones de circulation des piétons et des véhicules seront différenciées et matériellement séparées.

Les voies doivent être constamment praticables. Leur entretien sera effectué par le **Lot 1 - GROS ŒUVRE.**

L'accès au cantonnement devra être organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et puisse y entrer et sortir en tenue de ville.

B - Les circulations verticales

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyens d'accès provisoire et en aucun cas servir de cheminement des approvisionnements, ni poste de travail.

Matériels utilisés pour les travaux en élévation

Pour tous travaux en hauteur, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite.

Les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet (plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles auto-élévatrices, etc...).

En cas d'utilisation de nacelles, les entreprises devront respecter les mesures suivantes :

*** Aucun salarié ne pourra être seul sur le chantier sur une nacelle, il y aura toujours au moins deux personnes.**

*** En cas d'utilisation de plusieurs nacelles, une vigie sera organisée, au sol, afin d'éviter toute collision entre nacelles.**

Le Lot 1 - GROS ŒUVRE devra la fourniture, l'installation et l'entretien des escaliers provisoires ou autre moyens provisoires permettant les accès aux étages des bâtiments

jusqu'au montage des moyens définitifs d'accès (les moyens mis en œuvre seront adaptés à la circulation et au trafic (largeur et dimension) et seront parfaitement sécurisés).

2- LES MANUTENTIONS MANUELLES

A - Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels

La législation du travail impose une limitation à l'emploi du transport des charges de façon manuelle.

Elles doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une organisation particulière (Art. R.4541-3 et 4 du Code du Travail)

B - La démarche prévention est la suivante

Les entreprises intervenantes devront éviter le recours à une manutention manuelle.

Pour cela, elles devront prendre les mesures suivantes :

- ✓ Réaliser la totalité de manutentions à l'aide d'engins de levage (grue mobile, chariot automoteur...)
- ✓ Les matériaux arrivant sur le chantier devront être prés assemblés afin de réaliser uniquement la pose

Lorsqu'il ne sera pas possible d'éviter totalement la manutention manuelle, des aides mécaniques telles que transpalettes, chariots, automoteurs.... seront mis à la disposition du personnel pour :

- ✓ Décharger les véhicules,
- ✓ Organiser le stockage,
- ✓ Déplacer les outils, matériaux, équipement de travail,
- ✓ Approvisionner les étages.

Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut être évitée, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle, ne peut être supérieure à 55 kg pour l'homme.

Les opérations de manutention prévisibles devront être mentionnées au PPSPS .

Les entreprises pourront se reporter aux fiches OPPBTP n° A5 M 01 02, A5 M 02 02 et A5 F 01 02 disponibles auprès du Coordonnateur SPS sur simple demande.

Tous dispositifs de manutention non prévu au PPSPS ou éventuellement dans le PGC feront l'objet d'une demande près du coordonnateur par l'entreprise, avant la mise en service de l'engin (avec détails des fixations, des charges, des efforts possibles, des conditions d'emploi, désignation du responsable de l'engin sur le site).

Les moyens de levage :

Les engins de levage doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, le registre de sécurité devra être tenus à jour et présentés à la demande des organismes de prévention et du Coordonnateur sécurité, en particulier au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).

Il est rappelé que :

- * Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état, et que les rapports de visite doivent être fournis.
- * La mise à disposition des appareils de levage aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès de l'entrepreneur principal, et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel.
- * Tous les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise et agréée par l'entrepreneur titulaire du lot principal.

Les grues :

Il n'est pas envisagé l'utilisation d'une grue à tour.

Toutes les autres grues employées seront des grues télescopiques.

Dans le cas où une grue à tour serait installée par un lot, le périmètre d'évolution de ces grues mobiles devra strictement éviter le périmètre des grues à tour. Une consigne écrite devra être donnée dans ce sens par les chefs d'entreprises aux conducteurs de grues télescopiques.

Appareils de manutention et chariots élévateurs :

Chaque entreprise doit avoir son propre matériel de levage.

Il ne peut être utilisé que par un personnel apte et autorisé (arrêté du 30/07/1974 modifiée)

(il sera impératif de fournir pour chaque utilisateur une copie du CACES correspondant à la catégorie de l'engin, une copie de l'autorisation de conduite remise par le responsable de l'entreprise et pour la conduite des engins le nécessitant, une copie du certificat d'aptitude médicale, l'ensemble de ces documents seront remis au Coordonnateur SPS en deux exemplaires et inclus dans le PPSPS).

Nacelles :

Port obligatoire du harnais de sécurité dans les nacelles.

Le coordonnateur en collectera un double et pourra interdire l'utilisation des engins dans le cas contraire.

Ce matériel est soumis à vérification semestrielle. L'utilisation de nacelles adaptées sur les fourches est soumise à autorisation de l'inspection du travail.

(il sera impératif de fournir pour chaque utilisateur une copie du CACES correspondant à la catégorie de l'engin, une copie de l'autorisation de conduite remise par le responsable de l'entreprise et pour la conduite des engins le nécessitant, une copie du certificat d'aptitude médicale, l'ensemble de ces documents seront remis au Coordonnateur SPS en deux exemplaires et inclus dans le PPSPS).

Elingues de levage :

Toutes les élingues doivent être identifiées (tonnage identifié).

Tous les accessoires de levage doivent être contrôlés par un organisme de Contrôle.

Tout accessoire de levage présentant le moindre défaut (élingue souple effilochées ou coupée, câble acier effiloché etc....) devra impérativement être retiré du chantier et détruit.

Vérification périodique par un organisme agréé des engins de levage

Tout moyen de levage, grue, élévateur, ascenseur, monte-charge, treuil et appareils pénétrants sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires durant toute utilisation. La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres tenus sur le chantier et une copie du dernier contrôle sera remise au coordonnateur SPS avant l'arrivée de l'engin sur le chantier.

Tout engin non conforme ou non équipé des macarons de contrôle/vérification à jour sera immédiatement sorti du chantier.

C – Autorisation de conduite des engins

En application du Décret du 02 Décembre 1998 et de l'Arrêté du 02 Décembre 1998, les conducteurs d'engins de chantier (télécommandés ou à conducteur porté), d'engins de levage (grues à tour, grues mobiles), doivent être en possession d'une autorisation de conduite, établie et délivrée au travailleur, par le Chef d'entreprise, sur la base d'une évaluation délivrée par ce dernier.

Cette évaluation prend en compte les trois éléments suivants :

- ✓ un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail ;
- ✓ un contrôle des connaissances et savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail ;
- ✓ une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

Pour le conducteur mis à la disposition par une entreprise de travail temporaire, il appartient :

- ✓ au chef de l'entreprise de travail temporaire de mettre à disposition de l'entreprise utilisatrice un conducteur titulaire du certificat d'aptitude à la conduite en sécurité.
- ✓ au chef de l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur mis à disposition est titulaire du certificat d'aptitude à la conduite en sécurité et de lui délivrer une autorisation de conduite, pour le temps de la mission, après l'avoir informé des risques propres au chantier.

- ✓ de la mission, après l'avoir informé des risques propres au chantier.

D - Vérification périodique des matériels

Le matériel utilisé sur le chantier devra être à jour des vérifications et épreuves périodiques imposées par la réglementation. Les rapports de vérification seront disponibles sur site, dans chaque engin et **une copie sera transmise obligatoirement au Coordonnateur SPS.**

Rappel ci-dessous des principales vérifications périodiques obligatoires :

a) Appareils et accessoires de levage

- ✓ En application du décret n° 47-1952 du 23 Août 1947 et de l'arrêté du 9 Juin 1993, les appareils de levage doivent être vérifiés après tout démontage et remontage, puis selon une périodicité annuelle.
- ✓ Dans le cas d'un appareil de levage mobile ou affecté à l'élévation de personnel cette vérification doit avoir lieu au moins tous les 6 mois.
- ✓ Les engins de levage mobile, en particulier, ne peuvent être utilisés au-delà de la charge maximale d'utilisation, correspondant à la charge utilisée pour les essais lors de la dernière vérification périodique.
- ✓ Les accessoires de levage doivent également être vérifiés au moins tous les ans.

b) Engins de terrassement

En application de l'article 2 de l'arrêté du 5 Mars 1993, les machines mobiles d'extraction, de terrassement, d'excavation ou de forage du sol à conducteur porté ainsi que les machines à battre les palplanches seront vérifiées depuis moins de 12 mois au moment de leur utilisation.

c) Compresseurs mobiles

- ✓ Les parties des compresseurs mobiles soumises à des pressions supérieures à 4 bars sont assujetties aux dispositions du décret du 18 Janvier 1943 et de l'arrêté du 23 Juillet 1943. Une épreuve doit être réalisée tous les 5 ans ou après toute réparation ou modification sur les parties sous pression.
- ✓ Une vérification de l'état général est à réaliser au moins tous les 3 ans.
- ✓ Les vérifications périodiques devront être détenues sur le chantier à disposition des organismes de prévention et du coordonnateur SPS.

3- EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)

Toute personne amenée à pénétrer sur le chantier et à quelque titre que ce soit (entreprises, sous-traitants, locataires, fournisseurs, travailleurs indépendants et représentants de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS) devra être équipée de casque et de chaussures de sécurité et porter en permanence un gilet rétro réfléchissant classe II (cf. norme EN 471).

Le port du casque de protection sera obligatoire sur l'ensemble du chantier et pendant toute la durée des travaux (une tolérance de remplacement du casque de protection par une casquette de sécurité coquée pourra être appliquée lors des travaux de second œuvre sans présence d'engins de manutention ou de grue) De plus le port du casque de protection sera impératif pour toute personne se situant sous un autre poste de travail, en tranchée ou dans la zone d'évolution d'un engin.

Conformément à l'Arrêté du 19 Mars 1993, les équipements de protection respiratoire, de protection contre les chutes de hauteur (dont le port est obligatoire pour les postes de travail de h > 3 m non sécurisés collectivement) et les gilets de sauvetage gonflables seront vérifiées depuis moins de 12 mois au moment de leur utilisation.

Les visiteurs occasionnels, obligatoirement accompagnés par une personne dûment habilitée à pénétrer sur le chantier, seront équipés d'un gilet rétro réfléchissant classe II (cf. norme EN 471), d'un casque et de chaussures de sécurité (à charge du Lot 1 -

GROS ŒUVRE de tenir disponible un lot d'EPI propres (gilets, casques et bottes ou chaussures de sécurité) afin de permettre l'équipement des visiteurs).

4-DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGES ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES

A - Délimitation des différentes zones

- ✓ Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion.
- ✓ Les substances et préparations dangereuses rencontrées fréquemment sur les chantiers peuvent être des lubrifiants, carburants, produits de traitement des bois, acides, solvants, peintures, colles, produits de scellement ou d'étanchéité, bitumes, goudrons, résines, détergents, etc....
- ✓ Les fabricants, importateurs et distributeurs de produits chimiques sont tenus d'adresser aux utilisateurs les fiches de données de sécurité des produits vendus : tout entrepreneur utilisant ce type de produit (symbole de danger sur le fond orange) doit annexer la fiche correspondante à son PPSPS.
- ✓ Les substances et préparations dangereuses au sens du code du travail (explosives, combustibles, inflammables à divers degrés, toxiques à divers degrés, corrosives à divers degrés, cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, dangereuses pour l'environnement) ne seront en aucun cas stockées directement sur le lieu d'utilisation.
- ✓ Les quantités correspondant au plus à une journée d'utilisation seront seules admises au stockage dans l'enceinte du chantier.
- ✓ Les lieux et conditions de stockage pouvant résulter de la nature et des propriétés des produits en question seront arrêtés par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur, les charges éventuellement afférentes étant supportées par l'entrepreneur concerné.
- ✓ Les lieux de stockage seront éloignés du bâtiment à construire ainsi que des aires de circulation du personnel ou des engins, dont ils seront physiquement séparés, leur ventilation, naturelle ou assistée, devra s'opposer efficacement à toute accumulation du gaz ou de vapeurs.
- ✓ Un balisage et une signalisation de sécurité correspondant aux risques identifiés seront dans tous les cas mis en place par l'entrepreneur concerné.
- ✓ Aucune pollution pouvant nuire à l'environnement ne sera tolérée (hydrocarbures, huiles, peintures, solvants, feux d'isolants ou de produits d'étanchéité).
- ✓ *Tout feu est strictement interdit sur le chantier (que ce soit sur le chantier lui-même ou en zone vie) en raison des risques d'incendie des matériaux utilisés sur le chantier.*

Tout stockage sur le domaine public est interdit sauf autorisation préalable des services concernés et sous réserve de la protection de ces stockages.

B - Stockage des solides en vrac

- ✓ Réserver une surface importante pour diminuer les hauteurs de stockage, prévoir des allées de circulation et des accès pour la prise d'échantillon.
- ✓ Les solides pouvant contenir des fines volatiles devront être protégés des risques de mise en suspension par le vent.
- ✓ Les solides pulvérulents seront obligatoirement stockés au sec à l'abri des intempéries ou en silos fermés équipés de dispositif de remplissage et de colonne de dégazage. Ces silos seront également équipés de filtres de récupération des fines susceptibles de partir dans l'atmosphère lors des opérations de remplissage (type cyclone).

C - Stockage de liquides en citernes et réservoirs

En fonction des produits stockés, les risques sont différents. Cependant sur chantier, les citernes de stockage concernent plus particulièrement les hydrocarbures et huiles. Ce type de stockage doit être placé sur cuvette de rétention dès lors que sa capacité dépasse 120 l.

D - Stockage de gaz

- ✓ Les bouteilles seront placées à l'extérieur ou dans un local de stockage particulier.
- ✓ Elles seront toujours stockées en position verticale et maintenues à un point fixe d'une façon rigide (cette obligation s'applique aussi aux bouteilles vides qui dans tous les cas devront être évacuées du chantier dans la journée).

E - Stockages

- ✓ Les installations de stockage selon la nature des produits stockés et la variété des équipements nécessaires présentent selon les cas des risques d'incendie, d'explosion et d'intoxication d'une part, de chutes et de heurts d'autre part.
- ✓ Les aires de stockage seront implantées en suivant les principes de base de séparation et de division des risques. L'accès aux endroits nécessitant des interventions devra être étudié.

5- LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES

Une gestion des déchets sera à réaliser en fonction du classement du type de déchets tel que :

- 1 - Les déchets dangereux (D) tels que l'amiante et les déchets industriels spéciaux (DIS), les produits concernant des solvants (peintures, colles, mastic...) ou les produits de traitement de bois.
- 2 - Les déchets ménager et assimilés (DMA) tels que le verre, les matières plastiques etc...
- 3 - Les déchets inertes (DIB), c'est-à-dire les déchets qui ne brûlent pas, stables au stockage, béton, sable, terres non pollués etc...
- 4 - Les déchets spécifiques et valorisables : le bois, les ferrailles etc

Chaque catégorie nécessitant un traitement spécifique.

L'ensemble des entreprises devront se rapprocher du **Lot 1 - GROS ŒUVRE** afin de gérer cette logistique du chantier et de se procurer notamment le plan d'installation de chantier pendant la période de préparation de 1 mois incompressible.

Chaque entreprise intervenante est responsable de la gestion, de l'évacuation de ses déchets et gravats jusqu'aux bennes à déchets présentes sur le chantier (les déchets devront être déposés dans les bennes à déchets et non aux pieds de celles-ci)

Pour les emballages et tous les déchets (les résidus de produits dangereux mais aussi les déchets divers et variés liés aux opérations réalisées sur le chantier) aucun stockage ne sera réalisé sur le chantier et leur évacuation sera faite chaque jour, au fur et à mesure de leur production.

Il est rappelé :

- l'interdiction de brûler sur le chantier, les déchets verts seront soit évacués tels que, soit broyés et évacués vers des dispositifs de compostage.

- **L'interdiction de lavage de toupies de béton sur le chantier (retour à la centrale ou installation d'un dispositif de récupération et de décantation des eaux de lavage)**

Chaque entrepreneur maintient le lieu de son intervention et particulièrement les accès, issues, zones de circulation libres de tous déchets, gravois, emballages et assure le transport de ceux-ci jusqu'aux bennes de déchets du chantier.

6 - L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE

A - Généralités

Ce chapitre a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections.

Deux grands principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

- ✓ chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
- ✓ la coordination indispensable des interventions des différentes entreprises réclame que l'entreprise principale soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives, autres que celles mises en place par le maître d'ouvrage.

Cette coordination doit strictement éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Dans ce cas, une protection adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place par cette entreprise.

Le Lot 1 - GROS ŒUVRE devra mettre en place, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre la chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire en tenant compte des interventions des autres intervenants afin de maintenir les protections jusqu'à la suppression du risque.

B - Sujétions liées aux protections collectives

Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.

L'entreprise du **Lot 1 - GROS ŒUVRE** devra mettre en place, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre la chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire. Elle aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

Toutefois, ces prescriptions ne dérogent pas à la loi qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

En d'autres termes, chaque entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur concerné aussi longtemps que nécessaire. Elle aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

C - Les accès provisoires

Ils feront l'objet d'un plan détaillé établi par l'entreprise et recevront l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.

D - L'installation électrique générale

Les armoires, coffrets, tableaux électriques mis en place par l'entreprise titulaire du **Lot 10 - ELECTRICITE COURANTS FORTS/FAIBLES** fermeront à clef et seront maintenus fermés pendant la durée du chantier. Ils posséderont un degré de protection minimum IP 447. Les prises de courant seront protégées par des dispositifs différentiels 30 mA.

Chaque entreprise a pour obligation de ne brancher que du matériel conforme aux normes en vigueur et en bon état dont les caractéristiques de tension et de puissance sont compatibles avec celles du courant délivré,

Les outils électro-portatifs seront adaptés aux conditions dans lesquelles ils doivent être utilisés. Ils seront conformes à la norme NFC 75-100. Les baladeuses seront conformes à la Norme NFC 71008.

Les câbles et rallonges électriques seront de la série H07 RNF (câble souple).

D'une façon générale, le matériel utilisé sera de type professionnel, en particulier les prises et les enrouleurs. Ces derniers porteront le mention "Catégorie B" (Norme NFC 61-720).

Tout(e):

- modification d'installation,
- déplacement de coffret ou d'armoire électrique,
- d'installation de matériel complémentaire,

sera obligatoirement déclarée au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS et réalisée par du personnel ou un organisme, dûment habilité.

En outre, il est fait obligation aux entreprises qui utiliseront l'installation de signaler immédiatement au titulaire du marché de travaux concerné, toute défectuosité ou dégradation constatée.

Matériel électrique

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Rallonges	Type H 07 RNF
Enrouleurs	Catégorie B NCF 61.720
Prises	Protection IP 447 incassable
Baladeuses.....	NFC 71.008
Phare halogène	NNF avec grille de protection.

E- Travail en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est formellement interdite.

Hauteur de travail inférieure à 2 m (hauteur mesurée du niveau au sol), utiliser des plates formes individuelles roulantes ou des échafaudages roulants.

Hauteur de travail supérieure à 2 m (hauteur mesurée au niveau de travail au sol), utiliser des plates formes hydrauliques motorisées, des nacelles autoélevatrices ou échafaudage de pied seront utilisés (dans les nacelles équipées de point d'ancrage, le port du harnais attaché à ce point d'ancrage est obligatoire).

F - Protections collectives par corps d'état

Ce paragraphe a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots.

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Le titulaire du lot pourra compléter les protections prévues en le précisant dans son P.P.S.P.S.

En cas d'impossibilité de fermeture du chantier (travaux sur existant occupé), le chef d'établissement a toute l'autorité nécessaire pour faire respecter le règlement de l'établissement (en collaboration avec le CSPS, loi de 92).

1 -Démolitions et déposes

Conformes au C.C.T.P

L'entreprise devra se conformer à la recommandation CNAM n° : R 345 du 27/06/90, Titre 6 du décret du 08/01/1965, modifié le 06/05/1995 - articles 97 modifié 105 modifié).

2 - Terrassements, puits, parois moulées et fondations

Conformément aux pièces et décret du 08/01/65 modifié le 06/05/95 chapitre 4 articles 64 à 67 :

- Protection périphérique ou balisage à 1 m en retrait de toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc...).
- Protection de tous les aciers et attente soit par bouchonnage, soit par crossage.
- Blindage pour prévenir tout risque d'ensevelissement (obligatoire pour les fouilles de plus de 1.30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur).
- Les forages seront exécutés mécaniquement et des protections collectives rigides devront être en place sur les fouilles et puits durant toute l'exécution.
- Les aciers en attente ne devront pas présenter de risque d'empalement quelle que soit leur section, (les mesures prises devront être dessinées sur les plans d'étude d'exécution des armatures).

3 - Gros œuvre

Conformes aux pièces.

- L'attention des entreprises est attirée par l'avantage que présentent les procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.
- Il en sera de même pour toutes les ouvertures dans l'ouvrage en cours d'exécution qui ne seront pas solidement obturées. A chaque fois qu'il sera techniquement possible l'obturation devra être privilégiée.
- Les étalements et les coffrages des poutres devront être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde corps, des filets ou de tout autre mode de protection collective dans toutes les phases provisoires des travaux.
- Les Echafaudages de pied ou échafaudages roulants seront à montage et démontage en sécurité, (type Mills, Entrepose..)
- Tous les aciers en attente, quelque soit leur diamètre, seront crossés ou à défaut équipés d'une protection. (Les mesures prises devront être dessinées sur les plans d'étude et d'exécution des armatures)
- Coulage des dallages avant l'intervention des Corps d'Etat Secondaires (CES) et des Corps d'Etat Techniques (CET)
- Maçonnerie : Des échafaudages de pied seront utilisés (montage et démontage dans les règles de l'art). Ils seront conformes au décret du 08/01/1965 (titre 7)
De plus, ils seront équipés de dessertes et des protections contre les chutes en avant seront installées (échafaudages en vis à vis ou à défaut filet plaqué).

4 - Couverture

Conformes aux pièces.

- Mise en place d'accès provisoires jusqu'à la pose des accès définitifs
- Mise en place de filets en sous face et en rive de toiture en l'absence d'échafaudages du G.O.
- S'assurer auprès de l'entreprise de Gros-œuvre et des charpentiers des points d'accrochage possible des filets.
- Titre 9 du décret du 08/01/1965, modifié le 06/05/1995

5 - Charpente

Conformes aux pièces.

- Utilisation de nacelles ou plates formes auto-élevatrices pour les travaux de montage en hauteur
- Mise en place des protections lors de la pose des fermes
- Garde corps en rive
- Les zones situées à l'aplomb des zones de travail seront matériellement interdites
- Les travaux devront satisfaire aux recommandations CNAM n° R 356 et R 362
- Titre 10 du décret du 08/01/1965, modifié le 06/05/1995.

6 - Serrurerie

Conformes aux pièces.

- Pour les travaux en hauteur, utilisation d'échafaudages ou plates formes de travail adaptés équipés de garde corps (l'utilisation d'échelles étant proscrite)

7 - Electricité - Courants forts et faibles - Détection incendie

Conformes aux pièces.

- L'ensemble des installations mises à disposition de tous les autres corps d'état, sera exécuté par du personnel qualifié, en respectant les normes en vigueur.
- Respect des normes et des décrets communs à tous les lots (technique et sécurité)

8 - Chauffage

Conformes au C.C.T.P

- On portera une attention particulière en ce qui concerne l'intervention des autres corps d'état (co-activité, réservations, percements...)
- Respect des normes et des décrets communs à tous les lots (technique et sécurité)
- Idem liaison gaz.

9 - Plomberie, sanitaire - V.M.C

Conformes au C.C.T.P

- Mise en place de platelage pour les travaux dans les trémies techniques
- Pour les travaux en hauteur, utiliser es échafaudages ou plates-formes de travail adaptés, équipées de garde corps (le travail à l'échelle étant proscriit) Titre 8 du décret du 08/01/1965 modifié le 06/05/1995

10 - Revêtements de sols - Revêtements muraux - Peinture

Conformes au C.C.T.P

- Prévention contre les risques d'incendie et d'intoxication
- Protections individuelles si nécessaire (produits toxiques)
- L'entreprise joindra à son P.P.S.P.S les fiches techniques de sécurité des produits utilisés
- Pour les travaux en hauteur, utilisation d'échafaudages ou plates formes de travail adaptés, équipés de garde corps (l'utilisation d'échelles et d'escabeaux étant proscrite)
- Zone matériellement interdite

11 - Isolation - Plâtrerie - Faïence

Conformes au C.C.T.P

- Ce lot interviendra conformément aux dispositions du décret du 08/01/1965 modifié le 06/05/1995 Titres 7 et 8.

12 - Menuiseries - Faux plafonds

Conformes au C.C.T.P

- Pour les travaux en hauteur, utilisation d'échafaudage ou plates formes adaptés, équipés de garde corps. Titre 7 du décret du 08/01/1965, modifié le 06/05/1995

13- Mesures prises en matières d'interaction sur le site

Les interactions et la superposition des tâches seront évitées, et à défauts limités.

Chaque cas sera examiné par la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

7 - LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

Les travaux générateurs de nuisances, tels que le bruit, émanation de vapeurs ou de poussières, seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres

intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protection collectifs sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

Les interactions et la superposition des tâches seront évitées et à défauts limitées. Chaque cas sera examiné par la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise à l'origine de cette superposition prendra toutes dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique, permettant de supprimer le risque résultant (chute, projection) par des protections appropriées (écrans, auvents...)

8 - SUJETIONS LIEES A LA PREVENTION DES RISQUES DES MALADIES PROFESSIONNELLES

A - Dispositions communes

Le choix du mode opératoire et des produits utilisés doit limiter les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les gaz etc...

B - Les bruits

Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les activités de travail générant un niveau sonore supérieur à 85 dB (A). Elles devront garantir la sécurité de leur personnel.

C - Risques d'explosion et/ou d'intoxication

Les travaux mettant en œuvre des colles, résines, peintures, ou plus généralement des matériaux à base de solvants, d'hydrocarbures, de gaz divers, de produits inflammables ou ayant un conditionnement sous pression devront faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par le coordonnateur SPS.

Cette demande devra comporter :

- une fiche des données de sécurité (FDS) définissant la nature du produit, sa composition, les modalités d'application et les risques éventuels
- les mesures prises pour assurer la ventilation des zones de travaux
- les conditions de stockage
- les conditions d'élimination des déchets et emballage.

Les risques devront être clairement précisés dans le PPSPS.

Les mesures de prévention devront être précisées dans le PPSPS des entreprises concernées.

D - Protections des risques de Tétanos

Le personnel affecté sur le chantier devra être vacciné contre le tétanos.

E - Protections contre les maladies CMR

Une attention particulière sera portée sur les postes de travail pouvant engendrer des maladies C.M.R (Cancérogènes, Mutagènes et Toxiques pour la reproduction)

En effet, certains travaux comme cités ci-après peuvent provoquer certaines maladies comme

GROS ŒUVRE : Maçons/manœuvres (application des huiles de démoulage, ponçage, marteau-piqueur

CONDUCTEUR VEHICULES et ENGINS TP : Gaz d'échappement des moteurs

TP : Manœuvres / maçons à l'extérieur : rayonnement solaire, fortes chaleurs : goudronneurs : Goudrons de houille, enrobés spéciaux, antikérosène.

IV Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou a proximité duquel est implanté le chantier

Préambule Les entreprises sont réputées connaître l'ensemble des documents constituant l'appel d'offre et particulièrement les plans, le CCTG et le CCTP constituant ce dossier.
Les principes généraux constructif de l'ouvrage sont donc connus de tous et ne sont pas repris ici dans leur intégralité.
Chaque entreprise est et restera responsable de la sécurité de ses personnels.

Les préconisations concernant le chantier doivent être réalisées en prenant en compte les différents CCTP et documents réalisés par l'équipe de Maitrise d'œuvre

1- SITES EN EXPLOITATION

L'entreprise titulaire prendra toutes ses dispositions pour assurer :

- ✓ Un accès permanent aux propriétés riveraines et ce, en toute sécurité par rapport au chantier
- ✓ Une note d'information sera remise par l'entreprise aux habitants et usagers si nécessaire.

L'entreprise chargée des travaux mettra en place la signalisation temporaire adaptée à ces travaux et conformément à la 8 ème partie du livre I de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière. Cette signalisation devra rester cohérente à tout moment de façon à remplir son rôle vis-à-vis des usagers de la voie publique et du personnel d'exécution.

A - Transport sur la voie publique

Les consignes de sécurité ci-après devront être scrupuleusement respectées par les conducteurs

- ✓ respect du code de la route,
- ✓ respect des consignes particulières remises par l'entreprise mandataire, relatives aux itinéraires de transport et aux points d'accès au chantier qui seront balisés.
- ✓ Interdiction de surcharger les camions.
- ✓ Arroser et bâcher le camion si nécessaire (sable).

B - Nettoyage et remise en état de la voirie publique

La voirie publique utilisée par l'Entrepreneur, ainsi que la signalisation sur cette voirie, seront nettoyées et entretenues régulièrement par l'Entrepreneur. Celui-ci prendra toutes précautions pour éviter les chutes et les entraînements de matériaux.

En cas de réparation ou de reconstruction, hors emprises chantier de la voirie publique empruntée, une analyse détaillée devra prendre en compte tous les risques inhérents aux travaux, mais également à l'environnement (proximité de la chaussée, de réseaux souterrains, etc...).

Dans cette perspective, l'entrepreneur devra mettre en place une signalisation temporaire particulière, adaptée, cohérente et lisible par l'utilisateur.

Le port d'un vêtement de signalisation à haute visibilité, conforme à la norme EN 471 est obligatoire (classe II) pour le nettoyage ou l'entretien de la voie publique.

C - Sortie de chantier

Afin de limiter les risques de collision entre véhicules de transport ou de service, les mandataires devront proposer des solutions concernant le nettoyage de véhicule (feux sales et non visibles, boues dans les roues) pour les périodes humides ou hivernales (débourbeurs ou vigiles équipés d'une tonne à eau avec surpresseur) ou tout autre dispositif d'un degré d'efficacité au moins équivalent.

L'entreprise devra élaborer un additif à son P.P.S.P.S. et prendre en compte toutes ces particularités.

V Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité

1- VISITEURS OCCASIONNELS DU CHANTIER

Toute visite occasionnelle du chantier, individuelle ou de groupe, fera l'objet d'une demande, auprès du Maître d'ouvrage, lequel donnera son accord par tous moyens appropriés.

Les visiteurs occasionnels du chantier, seront obligatoirement accompagnés selon le cas par un ou plusieurs accompagnateur(s) habilité(s).

Les visiteurs devront être informés par l'accompagnateur des règles de sécurité en vigueur et équipés de casque et de gilets réfléchissants préalablement au démarrage de la visite proprement dit (à charge du Lot 1 - GROS ŒUVRE de tenir disponible un lot d'EPI propres (gilets et casques) afin de permettre l'équipement des visiteurs).

2- REGLES GENERALES DE CIRCULATION SUR CHANTIER

- ✓ en l'absence de travailleurs : la vitesse maximum est de 25 km/h,
- ✓ en présence de travailleurs : la vitesse maximum est de 15 km/h, tous les engins et véhicules de service circuleront feux de croisement allumés quelles que soient l'heure et les conditions atmosphériques. Les engins non pourvus de dispositif d'éclairage seront équipés de gyrophares.
- ✓ les engins en panne seront signalés à l'avant et à l'arrière par les panneaux K8

Les obstacles présentant un danger pour la circulation des véhicules, engins ou piétons seront obligatoirement balisés par l'entreprise qui génère le risque. C'est le cas des stockages de matériels, matériaux, engins, etc...

Cette signalisation sera visible de jour et de nuit et constamment maintenue en état par l'entreprise génératrice du risque.

Les moyens de signalisation utilisés par l'entreprise seront décrits dans son P.P.S.P.S.

Un plan de circulation devra être réalisé et tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Le stationnement des engins et le dépôt de matériaux en bordures des voies circulées sont interdits sauf dispositions particulières agréées par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. L'arrêt momentané des véhicules et voitures de service est autorisé sous réserve qu'il ne soit générateur de risque particulier.

3- MANŒUVRE D'ENGINS DE CHANTIER ET VEHICULES

Les engins devront impérativement être munis d'avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière lors des manœuvres de marche arrière.

Par ailleurs, les manœuvres et évolutions avec visibilités réduites seront effectuées sous la conduite d'une personne, chargée du guidage. La conduite des engins de chantier n'est confiée qu'à des conducteurs reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur est en possession de l'autorisation de conduite et présente les derniers rapports de vérifications réglementaires.

Approvisionnement

La signalisation et le balisage des zones de déchargement devront être transmises aux livreurs avant leur arrivée sur le chantier.

4- CIRCULATION ET STATIONNEMENT DANS LES INSTALLATIONS PROPRES A CHAQUE CHANTIER

Les véhicules du personnel d'entreprise ne pourront emprunter l'emprise du chantier que sous conditions particulières et avec une autorisation du coordonnateur SPS. Le stationnement de ces véhicules pourra être autorisé sur les lieux des chantiers dans une zone à l'écart de l'évolution des engins.

Le plan des installations des entreprises devra prévoir toutes dispositions utiles :

- ✓ Dans les installations de chantier les accès destinés aux personnels, aux véhicules et aux engins de chantier seront aménagés et entretenus par le titulaire de chaque marché de travaux.

Les cheminements utilisés par le personnel pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

- ✓ balisage et séparation physique lorsque l'environnement chantier le permet, vis-à-vis des voies où circulent des véhicules, les engins, à l'intérieur du chantier,
- ✓ éclairage général des zones où le personnel est amené à cheminer.

5- CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES SUR LE CHANTIER

L'accès au chantier est rigoureusement interdit aux véhicules et aux personnes non expressément autorisées. Toute manœuvre de véhicules ou engins hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite; sauf sous la protection d'un véhicule d'escorte et après accord préalable du Maître d'œuvre.

Les entrées et sorties de la zone de chantier se font par les passages spécialement aménagés à cet effet.

En dehors de la zone de chantier réglementairement balisée, la circulation s'effectue conformément au Code de la Route.

L'utilisation de gyrophares est soumise aux dispositions de l'article R92 alinéa 6 du Code de la Route (arrêté du 4 Juillet 1972).

Eviter de stationner derrières les engins ou dans leur zone d'évolution ou de manœuvre.

Utiliser les feux de détresse, de jour comme de nuit, pour circuler ou stationner sur voie publique dans toute zone neutralisée par des cônes, ainsi que pour entrer et sortir d'une zone de chantier neutralisée.

6- NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque corps d'état doit procéder quotidiennement au nettoyage de son chantier et laisser propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution de ses travaux.

Ce nettoyage doit systématiquement être complété par un grand nettoyage hebdomadaire de fin de semaine.

Chaque entrepreneur se charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de décharges agréés.

En cas de non observation des préconisations ci-dessus, le coordonnateur S.P.S pourra demander au maître d'Ouvrage de faire intervenir une entreprise de nettoyage aux frais des entreprises défailtantes.

LE CHANTIER DEVRA ÊTRE EN PERMANENCE PROPRE ET PARFAITEMENT RANGE

VI Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

1 -AFFICHAGE DES NUMEROS D'URGENCE

L'affichage des numéros d'urgence sera fait dans le bureau de chantier et dans la cabane de chantier de chaque entreprise intervenante.

Si un seul numéro de secours doit être connu c'est le :
112
(à partir de n'importe quel téléphone portable)

2 -SECOURISME ET PREMIERS SECOURS

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés Sauveteurs, Secouristes du Travail formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20 salariés).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouristes devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un badge spécial apposé sur le casque.

Les sauveteurs secouristes du travail devront être recyclés annuellement.

3 -ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier. Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut-être envisagé. La consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

- 1) La personne téléphonant aura vu le blessé (de préférence), appeler le SAMU ou les pompiers
- 2) Donner l'adresse précise du chantier et n° de téléphone (faire répéter le message)
- 3) Préciser les circonstances de l'accident :
 - ◆ Position du blessé ou des blessés
 - ◆ Conditions particulières (accessibilité, nécessité de dégagement)
- 4) Préciser le nombre de blessé et leur état si possible
 - ◆ Conscience
 - ◆ Respiratoire
 - ◆ Circulation (pouls)
 - ◆ Blessures (apparentes)
- 5) Fixer rendez vous aux secours au point de rencontre
- 6) Aller au point de rencontre, attendre les secours et les mener au(x) blessé(s).

En tout état de cause maintenir les soins et des présences auprès des victimes.

"NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER"

A cet effet, une information sera faite auprès des entreprises intervenantes dès que les modalités d'accès au poste téléphonique et la définition du point de rencontre seront arrêtées avec l'entreprise de gros œuvre

Lorsqu'un accident survient, l'entreprise est tenue d'en faire la déclaration :

- ☐ A la direction départementale de la main d'œuvre (sans délai).
- ☐ A la sécurité sociale (dans les 48 h), à la CRAM.
- ☐ Au maître d'œuvre (fac-similé de la déclaration à la SS) chaque semaine.

- ❑ Au coordonnateur sécurité
- ❑ A l'O.P.P.B.T.P. (dans les 24 h)

4 -TROUSSE DE SECOURS

Chaque entreprise présente sur le site mettra à disposition de son personnel une trousse de secours (pour plus de renseignements se reporter à la fiche mémo-pratique n° H4 M 02 88 de l'O.P.P.B.T.P.).

Cette trousse minimum devra être complétée au fur et à mesure qu'il en sera fait usage.

5 -RISQUE INCENDIE

Les Entreprises devront impérativement être équipées d'extincteurs d'un type agréé, appropriés aux risques et feux à combattre, à jour de leur contrôle.

Les branchements, tableaux, montages électriques que les entreprises seraient amenées à faire, ou équipant ces locaux, doivent présenter toutes les garanties légales de qualité et de sécurité, même s'ils sont provisoires ou mobiles.

Les appareils électriques ne doivent pas être laissés sous tension en l'absence du personnel.

Il est interdit de fumer dans certains locaux signalés par panneaux en raison des risques particuliers d'incendie.

Les entreprises doivent signaler au maître d'œuvre : Tous sinistres (Ruptures de canalisations, de câbles électriques, début d'incendie ou d'inondations etc.).

Les entreprises qui effectuent des travaux de soudure, ou de découpes thermiques, devront prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les incendies ou les projections sur le personnel ou les équipements avoisinants. Un extincteur devra dans tous les cas être placé à proximité pendant l'exécution des travaux.

Toute personne qui constate un début de sinistre (notamment incendie) doit alerter immédiatement :

- ◆ Les pompiers.
- ◆ L'ensemble du personnel présent sur le chantier.
- ◆ Le maître d'œuvre.
- ◆ Le coordonnateur

Cette dernière disposition est impérative, même si le sinistre est peu important et que les moyens locaux de protection semblent suffisants.

Sur le site l'introduction et l'emploi des explosifs de chantier, ou de matériaux dangereux particulièrement inflammable, est formellement interdit.

Le maître d'œuvre restera seul juge de l'opportunité d'une dérogation éventuelle.

Consignes diverses

L'accès aux robinets d'incendie ainsi qu'aux extincteurs doit être maintenu libre en permanence, afin de ne pas empêcher les interventions en cas de sinistre.

Prévention des incendies

Prévenir, c'est prendre toutes les dispositions utiles pour empêcher que se trouvent réunies les conditions d'un début d'incendie.

A cet effet, chacun a le devoir de :

- ◆ Signaler les anomalies.
- ◆ S'interdire en toute occasion de commettre soi-même des imprudences ou des négligences
- ◆ Ne pas demeurer le témoin passif d'imprudences de la part d'autrui (les exemples ne manquent pas).
- ◆ Respecter les interdictions de fumer.
- ◆ Ne pas laisser continuellement sous tension les postes de soudure ou appareils électriques non utilisés, etc.....

VII Les Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

1 - ENTREPRISES CONCERNEES

Toutes les entreprises ont l'obligation d'établir un plan particulier de sécurité protection de la santé et de la transmettre au Coordonnateur, dans le délai d'un mois à compter de la signature des marchés et préalablement à tous travaux.

Dans le cas où un entrepreneur sous traite tout ou une partie du contrat conclu avec le maître d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent P.G.C.

AUCUNE INTERVENTION NE POURRA COMMENCER POUR UNE ENTREPRISE QUI N'AURA PAS FOURNI SON P.P.S.P.S.

Toute entreprise n'ayant pas fourni son PPSPS s'expose aux amendes prévues par l'article L.4744-5 du code du travail (9 000 € par PPSPS non remis).

2- INSPECTION COMMUNE

Le coordonnateur fera avec toutes les entreprises une inspection commune avant tout démarrage des travaux (y compris avec les entreprises sous traitantes).

Pour cela, chaque entreprise devra impérativement prendre rendez-vous avec le coordonnateur SPS (**Mr Frédéric OUVRARD au 06 86 54 89 54**) au moins 10 jours avant le début de leurs travaux afin de fixer la date de l'Inspection Commune.

L'Inspection Commune devra être réalisée avant la remise du PPSPS de l'Entreprise.

3- CONTENU DU P.P.S.P.S

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise intervenante (titulaire, cotraitant ou sous-traitant) doit remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. (P.P.S.P.S.)

Le P.P.S.P.S. devra être conforme aux dispositions des articles R.4532-63 à 68 du code du travail,.

Le P.P.S. P.S est un outil de travail du chantier.

Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnes pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter.

Il doit être établi, en tenant compte des données générales et particulières contenues dans :

- ✓ le Plan Général de Coordination SPS,
- ✓ les pièces contractuelles du marché,

Chaque procédure d'exécution contiendra un chapitre sur la sécurité. Il identifiera les risques encourus pour réaliser la tâche et les moyens pour se protéger.

Toutes décisions de changements de méthode dans la réalisation d'une tâche doivent être accompagnées d'une nouvelle procédure d'exécution et d'un additif au P.P.S.P.S. Ces documents devront être validés par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Il intégrera la liste de personnels allant intervenir sur le chantier, les copies des CACES, autorisations de conduite et habilitations des personnels, les copies des derniers contrôles et vérifications des engins qui seront utilisés sur le chantier ainsi qu'un planning des travaux avec indication du nombre de personne présente sur le chantier (nombre moyen et nombre maximum).

4- DIFFUSION DU P.P.S.P.S

La diffusion des P.P.S.P.S doit être conforme aux articles R.4532-58 à 60 et R.4532-70 à 72.

L'entrepreneur (ou les) titulaire(s) d'un marché de travaux dispose(nt) de trente jours à compter de la notification du marché par le Maître de l'Ouvrage pour établir et remettre leur P.P.S.P.S. au Coordonnateur SPS.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'entreprise.

L'entrepreneur chargé du marché principal de travaux, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.4532-8 du Code du Travail, adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, C.R.A.M., O.P.P.B.T.P.), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés.

Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

5- EVOLUTION DU P.P.S.P.S

Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par d'autres mesures. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son P.P.S., les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du P.P.S. (organismes de prévention, utilisateurs, etc.).

6- SOUS-TRAITANTS

L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs.

L'entrepreneur communique au coordonnateur S.P.S. la liste des tâches qu'il envisage de sous-traiter et les coordonnées des entreprises retenues de façon à ce qu'elles soient convoquées à l'inspection commune.

Le sous-traitant est tenu d'établir un PPSPS quelle que soit la nature, l'importance et la durée de son intervention.

Un PPSPS simplifié sera admis dans certains cas pour des travaux simples et / ou de faible importance.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son P.P.S.P.S. des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le P.G.C.

Le sous-traitant doit être connu assez tôt pour disposer d'un délai suffisant à l'élaboration de son PPSPS.

Il est rappelé qu'aucune intervention ne pourra commencer pour le sous-traitant qui n'aura pas participé à une Inspection Commune et fourni son PPSPS

ATTENTION : Afin de garantir la sécurité des salariés présents sur le chantier, les personnels des entreprises sous traitantes travaillant sur le chantier doivent impérativement maîtriser la langue française afin d'être en mesure de suivre les consignes de sécurité ou de prévenir et diriger les secours, si cela n'était pas le cas,

l'entreprise doit impérativement s'organiser pour qu'au moins une personne de l'équipe maîtrisant la langue française soit toujours présente sur le chantier.

7- EMPLOI DU PERSONNEL INTERIMAIRE

Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- ✓ Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, en particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes)
- ✓ L'intéressé est en règle au point de vue du cadre du travail et de séjour,
- ✓ Le personnel a subi la formation de la sécurité,
- ✓ Le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice.

Aucun personnel intérimaire ne pourra intervenir seul sur le chantier sans présence d'un représentant officiel de l'entreprise utilisatrice.

ATTENTION : Afin de garantir la sécurité des salariés présents sur le chantier, les personnels intérimaires travaillant sur le chantier doivent impérativement maîtriser la langue française afin d'être en mesure de suivre les consignes de sécurité ou de prévenir et diriger les secours.

8- LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le coordonnateur devra être informé de tout accident ou incident ayant pu avoir des conséquences graves.

A la suite de tout accident ou incident grave, l'encadrement de l'entreprise sur le chantier devra alerter le C.H.S.C.T. afin qu'il puisse se réunir pour réaliser une enquête (Loi du 23.12.92). Si l'entreprise n'a pas de CHSCT, l'enquête sus-visée sera réalisée par le responsable du chantier de l'entreprise.

Les résultats de cette enquête seront communiqués au président du C.I.S.S.C.T., au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et à toutes les entreprises intervenant sur le chantier.

Une copie de toutes les déclarations d'accidents du travail sur le chantier sera transmise au coordonnateur dans les 48 heures suivant la déclaration, aux organismes de prévention (I.T. CRAM et OPPBTP).

De plus, un tableau de suivi mensuel établi par le mandataire ou le titulaire de chaque marché de travaux, récapitulant pour le mois écoulé :

- ✓ le nombre d'heures travaillées,
- ✓ l'effectif de chacune des entreprises,
- ✓ le nombre de jours d'arrêt de travail,
- ✓ le nombre d'accident avec arrêt.

Pour lui-même et ses co-traitants et sous-traitants sera transmis au coordonnateur S.P.S dès le début du mois suivant.

9- LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis : à l'obligation de remettre au Coordonnateur Sécurité un Plan Particulier de Sécurité (respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995) dans les mêmes conditions que les sous-traitants (cf. 7.6. ci-dessus).

10- TRAVAUX D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO)

Le Coordonnateur de sécurité est chargé de collecter auprès du maître d'ouvrage les éléments nécessaires à la constitution du D.I.U.O prévu aux articles L.4532-16 et R.4532-95 à 98 du code du travail (mis à jour le 1^{er} mai 2008).

Il peut demander à tout moment aux entreprises et maître d'œuvre copie des documents qui lui seraient nécessaires. Le D.I.U.O devra comporter tous les documents expliquant les dispositions prises afin d'assurer la sécurité et la protection de la santé des personnels chargés de l'entretien et de tous les remplacements de pièces après livraison des ouvrages.

Les documents devront être délivrés au plus tard 15 jours avant la réception des travaux

11- REGISTRE JOURNAL

Le coordonnateur ouvrira un registre journal de coordination de sécurité du chantier, qui sera conservé dans le bureau de chantier par le lot gros œuvre ou le lot principal. Tous les événements intéressants la sécurité, les observations faites par le coordonnateur aux intervenants ainsi que le visa des destinataires et leurs réponses éventuelles y seront consignés chronologiquement.

Ce registre journal sera accessible à tous les organismes de sécurité et de contrôle des conditions de travail, aux délégués du personnel aux membres du personnel et aux membres des C.H.S.C.T des entreprises.

Il sera conservé par le coordonnateur pendant les 5 années suivant la réception des travaux.

VIII Annexe au PGC

1- LISTE DES ENTREPRISES

2 - FICHES MEMO-PRATIQUE DE L'OPPBTP : (disponibles sur demande)

- Principaux registres ou affiches obligatoires (fiche A1 M 01 94)
- Recommandations pour le port manuel de charges (fiche A5 M 02 02)
- Limiter le port manuel des charges (fiche A5 F 01 02)
- Les manutentions manuelles (fiche A5 M 01 02)
- Protection individuelle des voies respiratoires (fiche A2 M 01 02)
- Foudre et foudroiement (fiche A3 M 04 90)
- Vêtements de signalisation à haute visibilité (fiche A2 F 04 95)
- EPI : Le Casque (fiche A2 F 01 02)
- Action du vent (fiche A1 F 01 95)
- Travaux à proximité de canalisations électriques souterraines (fiche A1 M 13 98)
- Dispositifs avertisseur pour canalisations - Couleurs conventionnelle - (fiche D1 FM 04 02)
- Le bruit (fiche A3 M 02 92)
- Risques chimiques dans le BTP (fiche A4 F 02 02)
- Les montants de garde-corps provisoires (fiche B1 M 01 94)
- Travaux de couverture en matériaux fragiles - Protection contre les chutes (fiche F1 F 02 96)
- Les plates-formes individuelles roulantes (fiche B5 M 07 02)

Annexe n° 1 : Liste des Entreprises

Les entreprises retenues ne sont pas connues à ce jour, cette annexe sera mise à jour au fur et à mesure de notifications aux entreprises.

Lots	Entreprise Nom et Adresse	Coordonnées du responsable	
		 Tel  Portable	 Fax  E. Mail
Lot 1 : GROS ŒUVRE			
Lot 2 : CHARPENTE - BARDAGE METALLIQUE			
Lot 3 : SERRURERIE			
Lot 4 : MENUISERIES ALUMINIUM			
Lot 5 : MENUISERIES BOIS			
Lot 6 : CLOISONS SECHES - PLAFONDS SUSPENDUS			
Lot 7 : CLOISONS ISOTHERMES - CHAMBRES FROIDES			
Lot 8 : REVETEMENTS SCELLES			
Lot 9 : PLOMBERIE - SANITAIRE - RAFRAICHISSEM			

ENT - VENTILATION			
Lot 10 : ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES			
Lot 11 : PEINTURE			